



RESPONSE TO PETITION

Prepare in English and French marking 'Original Text' or 'Translation'

PETITION No.: 421-02349

BY: MS. MAY (SAANICH-GULF ISLANDS)

DATE: MAY 8, 2018

PRINT NAME OF SIGNATORY: TERRY BEECH

Response by the Minister of Fisheries, Oceans and the Canadian Coast Guard


SIGNATURE
Minister or Parliamentary Secretary

SUBJECT

Fishing industry

ORIGINAL TEXT

REPLY

The Government of Canada recognizes the importance of the Cohen Commission's recommendations and is committed to work with Environment and Climate Change Canada, the Government of British Columbia, Indigenous Groups and other stakeholders to act on outstanding recommendations moving forward. In response to the recommendations, Fisheries and Oceans Canada (DFO), along with Environment and Climate Change Canada (ECCC) and the Province of British Columbia (BC), have acted on 64, or 85%, of these recommendations as of September 2017. Since the Cohen recommendations are broad reaching, some of the recommendations will require ongoing work that DFO undertakes everyday as part of its mandate. It has also been recognized that, given the breadth and scope of the recommendations, DFO cannot implement all of them at once or alone.

As part of our ongoing commitment to openness and transparency, an update of actions taken to address the recommendations was first provided in August 2016, followed by a September 2017 update on the actions taken in the past year. For ease of understanding, recommendations are grouped under the five themes of Wild Salmon Policy (WSP), Fisheries Management, Habitat, Aquaculture, and Science. A stepped approach was identified in 2016, with DFO focusing first on those recommendations related to the Wild Salmon Policy and key Science recommendations. Since the 2016 announcement, DFO has taken an integrated approach and has been focusing on the five themes to address

the outstanding recommendations. Areas of this ongoing work include stock assessment, health status assessment, habitat, and fisheries management – including catch monitoring, and aquaculture assessment.

Of the outstanding WSP-themed recommendations, recommendations 7 and 8 relate to the Wild Salmon Policy Implementation Plan and are being acted on through the development of a 5-year Wild Salmon Policy Implementation Plan to be published later in 2018. In October and November 2017, DFO consulted broadly with First Nations, stakeholders and other interested parties across BC and Yukon on an initial draft Implementation Plan document. The fall 2017 consultations marked an important opportunity to engage broadly on this preliminary draft. Over 32 consultation sessions occurred across BC and Yukon. Following the public release of the final WSP Implementation Plan document, there will be annual reporting collected and published to track progress. A midpoint review of the Plan is also planned to reflect potential legislative, policy and program changes resulting from the *Fisheries Act* amendments.

Of the remaining outstanding recommendations, recommendation 36 relates to Food, Social and Ceremonial (FSC) allocations, and DFO is in the process of developing a consultation strategy to engage BC Indigenous groups on this issue; while recommendation 19, relating to net-pen salmon farms in the Discovery Islands, involves ongoing research to support a decision of the Minister by September 30, 2020. Three recommendations (3, 49, and 51) will have no further action.

The remaining four recommendations (41, 42, 48 and 61) relate to habitat monitoring based upon the pre-2012 *Fisheries Act*, and were previously considered out of date. In 2016, an extensive review of the 2012 changes to the *Fisheries Act* was undertaken and Bill C-68 entitled “An Act to amend the *Fisheries Act* and other Acts in consequence” was introduced in the House of Commons on February 6th, 2018. DFO intends to assess the Cohen recommendations effected by the outcomes of this Bill. The changes proposed in this Bill are aimed at protecting fish and fish habitat, supporting Indigenous reconciliation and protecting biodiversity. The bill has now been referred to the Parliamentary Standing Committee on Fisheries and Oceans (the Standing Committee) for further study. The text of the Bill can be reviewed and its progress through the stages of the parliamentary process can be followed on the House of Commons website [LEGISinfo](#).

Please see the 2017 Cohen Response Status Update Report and Annex (<http://www.dfo-mpo.gc.ca/cohen/summary-summaire-eng.htm>) for more detail on DFO’s actions to date in response to the Cohen Commission recommendations.



RÉPONSE À LA PÉTITION

Préparer en anglais et en français en indiquant 'Texte original' ou 'Traduction'

N^o DE LA PÉTITION : 421-02349

DE : MME MAY (SAANICH-GULF ISLANDS)

DATE : LE 8 MAI 2018

INSCRIRE LE NOM DU SIGNATAIRE : TERRY BEECH

Réponse du ministre des Pêches, des Océans et de la Garde Côtière canadienne

SIGNATURE
Ministre ou secrétaire parlementaire

OBJET

L'industrie de la pêche

TRADUCTION

RÉPONSE

Le gouvernement du Canada reconnaît l'importance des recommandations de la Commission Cohen et s'est engagé à collaborer avec Environnement et Changement climatique Canada, le gouvernement de la Colombie-Britannique, des groupes autochtones et d'autres intervenants pour donner suite aux recommandations en suspens pour l'avenir. En réponse aux recommandations, Pêches et Océans Canada (MPO), en collaboration avec Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) et la province de la Colombie-Britannique (C.-B.), a pris des mesures ayant donné suite à 64 recommandations, soit 85 %, en septembre 2017. Étant donné que les recommandations de la Commission Cohen sont de portée générale, certaines d'entre elles nécessiteront un travail continu que le MPO effectue tous les jours dans le cadre de son mandat. Il a également été reconnu que, compte tenu de l'ampleur et de la portée des recommandations, le MPO ne peut pas mettre en œuvre l'ensemble de ces recommandations d'un seul coup ou seul.

Dans le cadre de notre engagement continu à l'égard de l'ouverture et de la transparence, une mise à jour des mesures prises à la suite de ces recommandations a d'abord été fournie en août 2016, suivie d'une mise à jour, en septembre 2017, sur les mesures prises au cours de la dernière année. Pour faciliter la compréhension, les recommandations sont regroupées en cinq thèmes : la Politique concernant le saumon sauvage (PSS), la gestion des pêches, l'habitat, l'aquaculture et la science. Une démarche par étape a été déterminée en 2016, au moment où le MPO se concentrait

d'abord sur les recommandations relatives à la Politique concernant le saumon sauvage et les recommandations scientifiques principales. Depuis l'annonce de 2016, le MPO a adopté une approche intégrée et a mis l'accent sur les cinq thèmes pour donner suite aux recommandations en suspens. Les domaines de ce travail continu comprennent l'évaluation des stocks, l'évaluation de leur état de santé, l'habitat ainsi que la gestion des pêches, y compris la surveillance des prises et l'évaluation des installations aquacoles.

Parmi les recommandations en suspens dont le thème est la politique concernant le saumon sauvage, les recommandations 7 et 8 se rapportent au plan de mise en œuvre de la politique concernant le saumon sauvage et il y est donné suite en élaborant un plan de mise en œuvre quinquennal de la politique concernant le saumon sauvage qui doit être publié à la fin de 2018. En octobre et novembre 2017, le MPO a mené de vastes consultations auprès des Premières Nations, des intervenants et d'autres parties intéressées de la C.-B. et du Yukon concernant la première ébauche du plan de mise en œuvre. Les consultations menées à l'automne 2017 ont été une occasion importante de mobiliser plus largement autour de cette ébauche préliminaire. Plus de 32 séances de consultation ont eu lieu en Colombie-Britannique et au Yukon. Après la publication de la version finale du plan de mise en œuvre de la politique concernant le saumon sauvage, un rapport sur les progrès réalisés sera produit chaque année. Le plan doit faire l'objet d'un examen de mi-parcours en fonction des éventuelles modifications aux lois, aux politiques et aux programmes découlant des modifications apportées à la *Loi sur les pêches*.

Parmi les autres recommandations en suspens, la recommandation 36 se rapporte aux allocations à des fins alimentaires, sociales et rituelles (ASR), et le MPO est en train d'élaborer une stratégie de consultation pour faire participer les groupes autochtones de la Colombie-Britannique au dossier; quant à la recommandation 19, qui se rapporte aux fermes salmonicoles dans les parcs en filet de la région des îles Discovery, elle donne lieu à des recherches pour soutenir la décision du ministre d'ici le 30 septembre 2020. Trois recommandations (3, 49 et 51) ne donneront lieu à aucune autre mesure.

Les quatre recommandations restantes (41, 42, 48 et 61) se rapportent à la surveillance de l'habitat fondée sur la version antérieure à 2012 de la *Loi sur les pêches*, et elles avaient déjà été considérées comme obsolètes. En 2016, un examen exhaustif des modifications de 2012 à la *Loi sur les pêches* a été mené, et le projet de loi C-68 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les pêches et d'autres lois en conséquence* a été présenté à la Chambre des communes le 6 février 2018. Le MPO a l'intention d'évaluer les recommandations de la Commission Cohen découlant des résultats du projet de loi. Les modifications proposées dans le projet de loi visent à protéger le poisson et l'habitat du poisson, à soutenir la réconciliation avec les Autochtones et à protéger la biodiversité. Le projet de loi a été présenté au Comité permanent des pêches et des océans (le Comité permanent) aux fins d'examen plus poussé. Le texte du projet de loi peut être lu et son évolution tout au long du processus parlementaire peut être suivi sur le site Web de la Chambre des communes [LEGISinfo](http://www.legisinfo.gc.ca).

Veillez consulter le document « Réponse au rapport Cohen : Mise à jour sur l'état d'avancement de 2017 » (<http://www.dfo-mpo.gc.ca/cohen/summary-summaire-fra.htm>) pour obtenir de plus amples renseignements sur les mesures prises par le MPO en réponse aux recommandations de la Commission Cohen.